

DEMANDE D'ALLOCATION DE RECHERCHE DE L'ED SISEO
Année universitaire 2017-2018
SUJET DE THESE

<p>1. LABORATOIRE</p> <p>Nom ou sigle : <i>EDYTEM</i> Statut : <i>UMR 5204</i></p>	<p>2. DIRECTION DE THÈSE</p> <p>Directeur de thèse (HDR) : <i>Patrick Pigeon</i> Codirecteur : <i>Lionel Laslaz</i></p>
<p>Domaine de compétences de l'ED SISEO :</p> <p>- Environnement <input type="checkbox"/></p>	<p>Collaborations éventuelles :</p> <p>-</p>
<p>3. SUJET DE THÈSE</p> <p>Titre : <i>Les territorialisations de l'adaptation au changement climatique : étude des mobilisations d'acteurs et de la construction politique des risques environnementaux et sanitaires associés.</i></p> <p><i>Le cas de l'aire urbaine transfrontalière genevoise</i></p>	
<p>4. RESUME <i>(Français et Anglais)</i></p>	
<p>Ce projet de thèse conduit, par l'étude des discours sur l'adaptation au changement climatique et de la mobilisation des acteurs, à analyser comment les risques se construisent politiquement. Les risques potentiellement identifiés à travers l'adaptation au changement climatique impliquent également la santé en territoires (construction par exemple de la qualité de l'air comme problème public), mais aussi l'inégale perception et exposition à ces risques, donc la notion de justice spatiale et environnementale.</p> <p>De plus, la territorialisation des risques associés au changement climatique et des mesures prises pour faire entrer l'aire urbaine genevoise dans une ère « post-carbone » est potentiellement multiple, changeante, impliquant différents acteurs, différentes échelles de temps et d'espace.</p> <p>Ainsi, les questions de recherche sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'anticipation par les acteurs des évolutions de la qualité environnementale dans l'aire urbaine genevoise (et la vallée de l'Arve ?) fait-elle territoire ? - Comment, à travers les mobilisations et les conflits d'acteurs, la perception et la gestion des risques associés au changement climatique et à la pollution atmosphérique se construisent-elles ? - Quelles sont les métriques et temporalités des risques associés au changement climatique dans l'aire urbaine genevoise ? <p>Mots-clés : Acteurs, adaptation, changement climatique, incertitude, pollution atmosphérique, risque, résilience, territorialisation, transfrontalier, mobilisation citoyenne, conflits.</p>	

5. PROJET DE RECHERCHE DETAILLE

(2 pages environ)

A ce stade d'élaboration de ce projet de recherche, il apparaît que la territorialisation de la gouvernance climatique, produit d'une mondialisation de l'environnement et des risques reconnus par un réseau mondial d'experts, suit une démarche résolument « top-down » : l'inscription dans les agendas politiques locaux de l'urgence climatique est le fruit d'une réflexion d'abord mise en action dans les cercles de l'ONU (notamment à travers des cycles de conférences internationales), avant d'être reprise par les Etats (Grenelle de l'Environnement par exemple), traduites en dispositifs juridiques et techniques (Plan Energie Climat Territorial), et finalement mises en œuvre à l'échelle locale. Les travaux des années 1990 imposaient ainsi la notion d'atténuation du changement climatique, tandis que la notion d'adaptation a fini par s'imposer au cours des années 2000. Dans ces conditions, comment se construit localement la reconnaissance d'un risque identifié à l'échelle mondiale et comment celui-ci s'inscrit dans un territoire ? On peut prolonger la réflexion en se demandant dans quelle mesure un projet commun et partagé peut émerger, compte tenu notamment des tensions sociales, économiques et politiques pouvant exister sur le terrain. Par ailleurs, le changement climatique est une réalité mesurée et validée par les scientifiques, mais dont la perception immédiate échappe pour le moment en grande partie aux sociétés humaines. Cet écart entre perception phénoménologique et traduction concrète dans le quotidien, pose la question de la mobilisation au-delà du cercle de techniciens, de décideurs, et d'initiés. Dans cette documentation très technique, l'implication de l'habitant, des associations environnementales ou économiques, semble peu visible.

A l'inverse, l'inscription de l'amélioration de la qualité de l'air à l'agenda politique semble autant liée à des injonctions nationales, supranationales, que des mobilisations citoyennes et habitantes. Les mobilisations récentes en faveur de la qualité de l'air en vallée de l'Arve illustrent, entrant même en contradiction avec la stratégie de communication affichée par certains élus. En effet, les effets sanitaires des pics de pollution en vallée de l'Arve ont été dénoncés et médiatisés par certains médecins de la vallée, et relayés par des mobilisations d'habitants. Or, certains élus de cette vallée très touristique ont vu d'un mauvais œil cette contre-publicité pour leur territoire, contraire à l'image de ressourcement et d'air pur sur laquelle ils communiquent volontiers pour promouvoir une destination touristique à proximité du géosymbole que constitue le Mont-Blanc. La mobilisation de médecins, d'habitants en vallée de l'Arve conduit à construire « par le bas » un problème de santé publique, conduisant potentiellement à un processus de territorialisation différent de ce risque. Ces événements récents et ces formes de territorialisation des politiques publiques en matière de qualité de l'air posent aussi la pertinence de l'extension potentielle du périmètre d'étude à l'ensemble de la vallée de l'Arve.

Si ces deux aspects – qualité de l'air et adaptation au changement climatique – ne se recoupent que partiellement et peuvent même être contradictoires (les nouveaux chauffages de type biomasse, encouragés par l'Etat, permettent de réduire les émissions de CO₂, mais pas forcément les particules fines...), ils se trouvent liés dans les politiques localement mises en œuvre. C'est notamment visible à travers le Plan Climat Air Energie Territorial récemment mis en œuvre au sein de la communauté d'agglomération d'Annemasse, ainsi que dans la volonté de créer un Schéma de cohérence Climat Air Energie Territorial (SC2ET) transfrontalier. Dans tous les cas, ce projet souhaite mettre le sujet et l'acteur au cœur de la démarche, qu'il soit décideur, usager ou habitant. Le risque, l'incertain sont des réalités géographiques difficiles à apprécier puisque non survenues. Mais il produit du discours, des représentations qui peuvent avoir un effet performatif, pour façonner un futur « désirable ». Dans les deux cas de l'adaptation au changement climatique et de la gestion de la qualité de l'air, il est également à noter le rôle important joué par les médias dans la construction de la perception de ces risques, qui ne sont pas toujours perçus de façon sensible. On peut donc faire l'hypothèse que la perception de la pollution, en partie inodore, tout comme les effets du changement climatique, sont moins l'expression d'une expérience sensorielle que d'une construction sociale, par le truchement de mesures scientifiques et de la médiatisation de ces phénomènes. Cela amène à envisager le risque comme une donnée pas uniquement matérielle, mais une construction également culturelle, une réalité négociée et instrumentalisée.

Le projet de thèse se propose d'étudier les discours, les intentionnalités, les rapports de force, les intérêts, les relations entre des acteurs situés. Le contexte frontalier se prête également bien à la confrontation d'ensemble de normes juridiques, techniques, de valeurs différentes quant à la prise en compte des risques environnementaux. En effet, les questions de l'adaptation, de la résilience, supposent de définir un futur « désirable ». Le futur envisagé est donc une construction sociale tributaire de valeurs. Mais par quels groupes sociaux sont-elles portées ? Quels sont les espaces

privilegiés ? Quels conflits peuvent apparaître ? On formule donc l'hypothèse que ce n'est pas UNE territorialisation du risque climatique qui émergerait, mais DES territorialisations, reflets d'acteurs situés aux parcours et intérêts hétérogènes. La légitimité accordée aux différents discours, profanes ou experts, peut également être posée. Cette question est d'autant plus complexe que la nature des espaces urbains, lieux de réseaux connectés au monde, pose l'hypothèse d'une métrique non territoriale des risques, d'échelles spatiales et temporelles multiples, renforçant la complexité et l'incertitude. Ces questions constituent des axes de recherche relativement récents. De fait, la question des échelles temporelles doit être interrogée dans ce travail. En effet, si les notions d'adaptation, de durabilité, de résilience doivent être questionnées (et de nombreux articles récents vont en ce sens), ils témoignent tous de la volonté d'inscrire l'action publique dans un autre registre de temporalité. A ce titre, la spécificité transfrontalière de l'aire urbaine genevoise ajoute une inconnue et un risque identifié par les acteurs locaux : celui d'une dégradation des relations transfrontalières, des moments d'accélération, de pause, voire de remise en cause dans la construction transfrontalière étant déjà observés.

C'est au prix d'une perception réellement partagée des enjeux que peut se poursuivre la coopération transfrontalière. Cependant, la hiérarchie des enjeux est propre à chaque groupe d'acteurs et évolutive dans le temps, ce qui a déjà pu être observé dans le cas de Genève. Dans un contexte de tensions sociales et économiques, une des hypothèses est que l'environnement continue d'être un fer de lance, un moteur de la coopération transfrontalière. L'amélioration de la qualité environnementale, au croisement d'expériences individuelles et de représentations sociales, semble alors constituer un des enjeux pour promouvoir un territoire commun, attractif, sain, et socialement juste. Cependant, de potentielles divergences pourraient apparaître entre les approches d'experts, de décideurs politiques, et les perceptions d'habitants.

Méthodologie envisagée :

Une consolidation de la bibliographie scientifique devra d'abord être mise en œuvre. L'appareillage conceptuel sera constitué à la convergence des notions de résilience et d'adaptation, d'incertitude, de qualité environnementale et de bien-être territorialisé, mais aussi de mobilisation et de conflits. Le travail peut s'appuyer sur une dimension théorique sur le couple ville/environnement, les dynamiques des espaces frontaliers, la gestion et prévention des risques. En première analyse, une lecture critique et un croisement des textes réglementaires, de la littérature technique et institutionnelle nationale et locale est également incontournable pour préciser les objets étudiés à travers la question très vaste de l'adaptation au changement climatique. Ce travail permettra de cerner les enjeux mis en avant, d'identifier les acteurs mobilisés, ainsi que d'affiner les modèles de gouvernance à l'œuvre. La complexité vient ici de la multiplicité des niveaux d'élaboration de projets de transition énergétique, ainsi que de la présence de deux pays différents. L'élaboration des normes techniques, juridiques, le cadre de référence des outils élaborés sont donc doubles au sein de l'aire urbaine genevoise.

En complément à cette analyse critique, une série d'entretiens avec des acteurs (élus et techniciens, responsables associatifs, citoyens mobilisés) de l'aire urbaine genevoise permettra de rendre compte de la connaissance des enjeux, du niveau de mobilisation, des arbitrages ainsi que des perspectives de l'action territoriale. Les acteurs étant situés et porteurs d'une subjectivité, il conviendra de faire émerger leur représentation du territoire et de ses enjeux. S'en suivra une démarche désormais classique en géopolitique urbaine, de confrontation des discours (reflets de représentations, de pratiques, d'une axiologie) aux réalisations matérielles observées sur le terrain. Les décalages montrent alors les potentielles résistances du terrain, les blocages, mais aussi les opportunités qu'il conviendra d'analyser. Un autre apport des entretiens serait aussi de compléter et d'affiner une cartographie des réseaux d'acteurs mobilisés.

Enfin, un troisième de temps peut être envisagé pour recueillir sous la forme de questionnaires la perception des enjeux par les habitants, ainsi que les attentes quant à l'adaptation au changement climatique et les effets possibles sur la qualité environnementale de leur bassin de vie.

6. CANDIDAT RECHERCHE : *Détailler en quelques lignes vos besoins et les qualités du candidat recherché...*

Le(la) candidat(e), issu(e) d'un cursus de géographie, devra avoir travaillé sur la dimension spatiale des risques. Une connaissance préalable de la bibliographie sur la prévention des désastres, la résilience est essentielle pour la conduite de cette thèse. L'intérêt du(de la) candidat(e) pour les sciences humaines et sociales lui permettra d'éclairer sa lecture des logiques urbaines. Le(la) candidat(e) devra faire preuve d'une grande capacité d'organisation dans un contexte transfrontalier. En ce sens, une connaissance préalable de l'aire urbaine genevoise serait appréciée.

7. FINANCEMENT DE LA THESE : *Le contrat doctoral fixe une rémunération minimale, indexée sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique : depuis le 1er février 2017, elle s'élève à **1768,55 euros bruts mensuels** pour une activité de recherche seule. Un avenant attributif d'une mission complémentaire d'enseignement est possible pour une durée de 2 ans. Sous réserve de la publication de l'arrêté fixant le taux de rémunération des heures complémentaires, la rémunération mensuelle sera de 220, 80 euros bruts pour 64 heures ETD par année universitaire.*

8. CONTACT :

Nom prénom : Patrick Pigeon

Tél : 04 79 75 86 23

Email : patrick.pigeon@univ-savoie.fr

Nom prénom : Laslaz Lionel

Tél : 04 79 75 86 87

Email : lionel.laslaz@univ-savoie.fr